

[Texte]

**Statement by Mr. Gaétan Lussier (Chairman and Deputy Minister, Canada Employment and Immigration Commission):** Employment and Immigration Canada is a very large organization with over 24,000 employees and 1,100 points of service. EIC programs and services help more than 5 million Canadians every year. The human and emotional dimensions of our work are striking in the areas of immigration, employment and training, and insurance.

EIC is also a major economic department. Labour market programs contribute to economic growth and prosperity. The department's programs and services are constantly responding to changing economic and labour market conditions. Sometimes this means adapting to subtle shifts in local conditions and at other times major re-orientation is called for.

The government came to office with clear views about the needed direction for change in employment and training programs. The November 1984 Agenda for Economic Renewal was explicit in its identification of the particular labour market challenges the recession had created and the urgent need to focus programs on these concerns. Principles to guide change were also clear; in particular co-operation and consultation with the government's economic, political and social partners, and reliance on the job opportunity capabilities of the private sector.

An unprecedented consensus of federal, provincial and territorial governments and the broad support of the private sector was achieved through wide ranging and timely consultations. In December 1984, the Honourable Flora MacDonald, Minister of Employment and Immigration, released a consultation paper on training which outlined a series of issues and options. The paper was widely distributed and many individuals and organizations took up the challenge. Over one hundred groups submitted briefs. During December and January, the Minister met with her provincial colleagues, with representatives of business and labour and with many other organizations to discuss their views firsthand. These consultations included a federal-provincial-territorial meeting of ministers responsible for labour market matters. It was concluded that an entirely new approach was needed to federal support of training and work experience. A set of principles was drawn up, and in a historic first, they were endorsed by the First Ministers' Conference held in Regina in February 1985. The list of principles is attached as Annex 1.

[Traduction]

**Déclaration de M. Gaétan Lussier (président et sous-ministre, Commission de l'emploi et de l'immigration):** Emploi et Immigration Canada (EIC) est une vaste organisation qui emploie 24,000 personnes oeuvrant dans 1,100 points de service. Les programmes et les services d'EIC viennent en aide à plus de cinq millions de Canadiens chaque année. Sur le plan humain et affectif, les activités d'EIC ont d'importantes répercussions dans les domaines de l'immigration, de l'emploi, de la formation et de l'assurance-chômage.

EIC est également un important ministère à vocation économique. Les programmes relatifs au marché du travail contribuent à la croissance économique et à la prospérité. Les programmes et les services du Ministère évoluent constamment en réaction aux changements de la conjoncture économique et du marché du travail. Parfois il s'agit de les adapter à des altérations peu perceptibles de la situation locale, mais, à d'autres moments, il y a lieu de leur imprimer une orientation entièrement nouvelle.

Lorsque ce gouvernement est arrivé au pouvoir, il avait des idées bien précises sur les modifications des programmes en matière d'emploi et de formation, qui s'imposaient. Dans le Programme de renouveau économique de novembre 1984, il déterminait clairement les difficultés particulières que la récession avait créées sur le marché du travail et le besoin urgent d'axer les programmes de façon à régler les problèmes de l'heure. On y soulignait également les principes qui devaient sous-tendre les changements, notamment la collaboration du gouvernement avec ses partenaires économiques, politiques et sociaux, la consultation auprès de ces derniers et l'utilisation des possibilités d'emploi du secteur privé.

Un consensus sans précédent des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi que l'appui général du secteur privé ont été obtenus grâce à des consultations opportunes et de vaste portée. En décembre 1984, l'honorable Flora MacDonald, ministre de l'Emploi et de l'Immigration, a rendu public un Document d'étude sur la formation qui mentionnait diverses questions et options. Ce document a été largement diffusé; bon nombre de particuliers et d'organisations ont répondu à l'invitation d'exprimer leurs vues et plus de 100 groupes ont présenté un exposé. En décembre et en janvier, la Ministre a rencontré ses homologues provinciaux ainsi que des représentants du patronat, des syndicats et de nombreuses autres organisations pour discuter personnellement avec eux. Dans le cadre de ces consultations a été organisée une réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres chargés des questions relatives au marché du travail. Il a été conclu qu'une approche entièrement nouvelle était nécessaire concernant l'appui fédéral de la formation et de la création d'emplois. Une liste de principes a été dressée et, pour la première fois dans l'histoire du Canada, acceptée par tous les premiers ministres à la Conférence tenue à Regina en février 1985. Cette liste de principes figure à l'annexe 1.